**Construire une opposition au gouvernement, dans la rue**

Six électeurs sur dix n’ont pas voté et pourtant l’Assemblée nationale va fonctionner. Seuls 16 % des électeurs ont voté pour En Marche au premier tour et pourtant elle a raflé 60 % des sièges. Le gouvernement Macron-Philippe n’est pas légitime, mais il n’hésitera pas à mener une politique désastreuse pour les droits des salariés. Cette politique, nous devrons la combattre.

**La gauche laminée**

En plus des 60 % de sièges pour En Marche, la droite (Républicains et UDI) a obtenu 20 % des sièges. Le PS et ses alliés n’obtiennent que 33 sièges, presque tous ses anciens ministres sont battus, y compris dans des fiefs historiques. C’est la fin du PS, plombé par sa politique de droite, antisociale, répressive et raciste.

Le France insoumise et le PCF, avec 27 sièges, obtient un petit succès, faisant entrer à l’Assemblée plusieurs militantEs combatifs. Il lui reste à prouver que ces élus seront bien au service des luttes pour changer le rapport de forces, en construisant dès maintenant les mobilisations.

**L’urgence de prendre nos affaires en main**

60 % des électeurs n’ont pas voté, auxquels s’ajoutent toutes les personnes qui n’ont pas le droit de vote. Cela montre que la Ve République est un système particulièrement antidémocratique et de moins en moins légitime.

Maintenant, ne nous leurrons pas : si la colère ne s’exprime pas dans la rue, par des manifestations et des grèves, Macron n’hésitera pas à casser nos droits. À commencer par le droit du travail et la Sécu. Et en développant la répression.

En effet, si 75 % des députés ont été changés, au bénéfice de nouvelles têtes, plus jeunes et inconnus, il n’y a rien de positif là-dedans : ces nouveaux députés seront aux ordres de Macron, et ils sont pour leur grande majorité des patrons, des professionnels de la communication et des ressources humaines. Ils sont sans aucun doute possible les représentants de la classe dominante.

**Agir ou subir**

Dans ce genre de situation, l’alternative est simple : soit nous parvenons à relever la tête, soir la situation va encore empirer. Le gouvernement veut renforcer la précarité, baisser les salaires, développer la répression et le racisme. Il n’y a qu’une chose à faire : s’y opposer, reconstruire une voix pour le monde du travail, pour les classes populaires.

Macron a prévu d’agir pendant l’été, à coup d’ordonnances, pour éviter tout débat à l’Assemblée et ainsi nous prendre de vitesse. La mobilisation doit donc commencer dès maintenant, et c’est le cas même si cela est encore petit, avec les manifestations du Front social, les grèves au Ministère du travail, dans l’énergie, les grèves du 27 juin et dans plusieurs entreprises.

Le 27 juin devra être le plus massif possible, nous aurons besoin de nous retrouver pendant l’été, pour préparer une grande grève à la rentrée.

Pour le NPA, cette mobilisation aura besoin de tous les courants du mouvement ouvrier. C’est pour cela qu’il appelle, du niveau local au niveau national, toutes les organisations politique de gauche, les syndicats, les associations à se rencontrer pour organiser une opposition militante au gouvernement.

(3140 signes)